Gérald Fortin (1928-1997)

sociologue, département de sociologie, Université Laval

(1979)

“Les transformations du pouvoir (1966-1980)”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gérald Fortin, “Les transformations du pouvoir (1966-1980)”. Un article publié dans l’ouvrage intitulé **La transformation du pouvoir au Québec. Actes du colloques de l'ACSALF**, 1979, pp. 3-10. Montréal : Éditions Albert Saint-Martin, 1980, 378 pp.

M. Gérald Fortin (1928 - 1997) était sociologue à l’Université Laval.

Mme Andrée Fortin, fille aînée de M. Gérald Fortin, décédé, nous a accordé le 6 janvier 2004 son autorisation, à titre d’ayant droit des œuvres de son père, l’autorisation de diffuser la totalité de l’œuvre de son père, M. Gérald Fortin. Mme Fortin est professeure de sociologie à l’Université Laval et directrice de la revue *Recherches sociographiques*.

andree.fortin@soc.ulaval.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 19 décembre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Province de Québec. Canada.

Gérald Fortin (1928-1997)

Sociologue, INRS-urbanisation

“Les transformations du pouvoir (1966-1980)”

Un article publié dans *La transformation du pouvoir au Québec. Actes du colloques de l'ACSALF, 1979*, pp. 3-10. Montréal : Éditions Albert Saint-Martin, 1980, 378 pp.

[Retour à la table des matières](#)

En 1966, à l'occasion du colloque de la revue *Recherches sociographiques*, j'avais fait un certain nombre d'hypothèses sur la transformation de la structure du pouvoir au Québec. J'aimerais revenir sur ces hypothèses et examiner jusqu'à quel point elles se sont vérifiées, et dans quelle mesure il faut les transformer en 1979.

Il faut d'abord se rappeler qu'en 1966, nous étions à la fin de la phase exaltante de la Révolution tranquille. Révolution tranquille qui avait bouleversé considérablement sinon les règles du jeu, du moins les acteurs du pouvoir.

Après la grève d'Asbestos, le syndicalisme, et en particulier la C.T.C.C., était apparu comme le symbole et le porteur d'une libération de l'idéologie unitaire du nationalisme ruraliste et fermé sur lui-même. Plus encore que de Duplessis, qui lui aussi était un symbole, on voulait se débarrasser d'une religion sclérosante et sclérosée et d'une définition du moi collectif aliénante et dépassée.

Avec la Révolution tranquille, les valeurs et les forces du passé se sont effritées. Mais ce ne fut plus le syndicalisme qui incarna la libération, ce fut plutôt le gouvernement, l'État, grand acteur de la libération et de la modernisation. En particulier, ce fut l'ère des premiers grands fonctionnaires (le plus souvent diplômés des sciences sociales) rationalisateurs et planificateurs. Ce fut aussi le début de l'intervention massive et programmée de l'État dans tous les secteurs de la vie sociale et économique.

Mais surtout, la Révolution tranquille a été le creuset d'un nouveau nationalisme tourné vers l'avenir, la modernisation, la société post-industrielle. Il ne faut pas non plus oublier que ce nouveau nationalisme a été d'abord vécu et ressenti par les grands commis et leurs auxiliaires avant d'être explicité par eux et par René Lévesque.

C'est dans ce contexte, encore mal digéré par les sociologues parce qu'il demeurait proche et que beaucoup d'entre eux y étaient fortement impliqués, que s'est déroulé le colloque de 1966.

C'est presque autant comme acteur que comme analyste que j'avais formulé les quatre hypothèses que je voudrais maintenant réexaminer. Mon point de départ était que la justification du pouvoir était de moins en moins la tradition et de plus en plus la rationalité. La compétence et surtout la connaissance devenaient le fondement des décisions et des affectations aux postes de décision.

Ce changement dans le fondement du pouvoir justifiait l'importance croissante des hauts et moyens fonctionnaires. La tradition souvent identifiée au nationalisme ruraliste était incarnée non seulement dans le clergé mais aussi dans les professions libérales et dans une grande mesure dans les hommes politiques. La rationalité, par ailleurs, était la reconstruction volontaire, sinon la construction, d'une société tournée vers l'avenir. Cette reconstruction, seuls les techniciens de la planification, les experts de la vie sociale et de la vie économique pouvaient en indiquer à la fois l'objectif et les moyens

Par ailleurs, l'État apparaissait comme le seul moyen d'opérer une modernisation orientée dans le sens désiré. C'était le seul instrument qui appartenait aux Québécois, la structure économique étant contrôlée en très grande partie par l'extérieur. L'État devait donc non seulement réformer le social (éducation, santé, bien-être, etc.), mais aussi bâtir une économie québécoise (électricité, aciérie, etc.).

C'est donc autant l'ampleur de la tâche confiée à l'État que le recours à la rationalité pour accomplir cette tâche qui assura aux commis de toute grandeur un pouvoir qui fut parfois très proche de l'établissement d'une technocratie au sens strict. On discuta publiquement non seulement du rôle des députés mais même de celui des ministres.

Par ailleurs, le projet de société des grands commis n'était pas toujours partagé par les instances politiques, surtout à la fin des années 60 et au début des années 70. La nécessité d'incarner ce projet dans un parti politique s'imposait si l'on ne voulait pas le voir avorter ou si l'on ne voulait pas usurper complètement le pouvoir. Le Parti Québécois réussit à réunir, non sans compromis, le projet des commis et de la classe moyenne instruite et rationnelle aux projets nationalistes plus linguistiques qui étaient apparus dans la région de Montréal.

Depuis l'avènement du PQ au pouvoir, la base du pouvoir reste la rationalité, mais l'instance politique semble avoir repris de la force par rapport aux

grands commis, qui restent plus dans l'ombre quand ils ne sont pas complètement anonymes.

Ce nouveau partage du pouvoir entre commis et politiciens s'explique sans doute par la présence dans les cabinets des ministres de conseillers eux-mêmes experts et rationalisateurs, ce qui était relativement rare dans les gouvernements antérieurs. Il s'explique aussi et peut-être plus par le fait que beaucoup des ministres sont eux-mêmes d'anciens grands commis des gouvernements antérieurs. Ils ont enfin le pouvoir officiel et ne sont sans doute pas intéressés à l'abandonner à leurs nouveaux commis, qui ne sont pas nécessairement plus rationnels qu'eux.

Si la tradition a cédé le pas et même le pouvoir politique à la rationalité et à la connaissance, ces dernières n'auraient pas pour autant gagné complètement la partie. C'était, en effet, la deuxième hypothèse que je posais en 1966 : il existait une opposition entre deux types de connaissance - la connaissance abstraite des experts scientifiques et la connaissance concrète et vécue des experts du peuple, sinon du peuple lui-même.

Ces deux types de connaissance définissent parfois des moyens différents d'atteindre certains objectifs. Plus profondément, parce qu'elles s'appuient sur deux systèmes de valeurs divergents, leurs tenants ne sont pas nécessairement d'accord sur les objectifs.

Face aux techniciens toujours hantés de technocratie, le peuple veut pouvoir imposer ses objectifs et même ses propres cheminements vers les objectifs choisis.

Dès le début des années 60, plus l'État rationalisait les divers aspects de la vie sociale, plus il y eut des protestations, plus ou moins organisées, de la part de la population et des groupes populaires.

Dans certains cas, on rejetait toute élite. Les cultivateurs, par exemple, ne croyaient plus ni les curés qui les avaient entraînés dans une agriculture de subsistance, ni les agronomes qui voulaient tout réformer. Ce mouvement partiel s'est accentué à la fin des années 60 et même jusqu'à aujourd'hui. Plusieurs groupes populaires ont rejeté leurs animateurs diplômés qui, malgré leur bonne volonté idéologique, demeuraient des « intellectuels abstraits ».

Dans d'autres cas, on s'organisait (conseils régionaux, comités de citoyens, etc.) pour s'opposer aux vues globalisantes des fonctionnaires planificateurs et uniformisateurs. Cette opposition a pris parfois la forme de pressions sur les politiciens ou l'opinion publique. Elle a donné lieu, dans plusieurs cas, à la création d'organismes locaux plus capables que les institutions centralisées de répondre aux problèmes vécus au niveau local. Ces organismes autogérés ou

cogérés offraient de plus un pouvoir direct à la population, qui cessait d'être client pour devenir gérant de ses propres affaires. Cette création institutionnelle fut particulièrement forte à la fin des années 60.

Qu'en est-il en 1979 ? Après la flambée de la contestation du peuple contre les techniciens de la fin des années 60 et du début des années 70, cette revendication a beaucoup diminué. Par ailleurs, elle a changé de nature. On ne remet presque plus en cause la définition des objectifs ou même des moyens. On n'oppose plus la connaissance du vécu à la connaissance abstraite. On réclame de moins en moins la gestion de ses propres organismes.

De plus en plus, ce qu'on réclame, c'est d'être traité plus humainement comme client, c'est d'avoir plus de services ou plus d'argent.

Cette transformation peut sans doute s'expliquer par le fait que les techniciens de la planification ont reconnu le bien-fondé de la revendication du vécu, et l'ont canalisée dans des formes institutionnelles nouvelles mais partielles. Les projets locaux ont été financés par des programmes fédéraux ad hoc. Les organismes locaux ont été institutionnalisés dans les C.L.S.C., dans l'aide juridique, dans le financement des C.R.D., dans les comités d'école, etc.

On n'a pas redéfini de nouvelles règles du jeu entre le citoyen et l'État planificateur et fournisseur de services. Par des formules faussement décentralisées, on laisse croire à une plus grande responsabilité du citoyen, qui demeure enfermé dans un vécu de client dépendant.

Ceux qui commencent à réclamer la cogestion, sinon l'autogestion, ce sont maintenant les professionnels qui oeuvrent dans les organismes locaux et dont la présence a souvent été imposée par les techniciens planificateurs.

Ce fait nous amène à notre troisième hypothèse de 1966. En sus du conflit entre les experts techniciens et le peuple, c'est-à-dire entre le projet global de société et les projets locaux, nous avons prévu un conflit entre cette nouvelle élite et les élites traditionnelles représentées par le clergé et les professions libérales, c'est-à-dire entre le projet d'un Québec moderne et celui d'un Québec fidèle à son passé.

Nous devons reconnaître que ce conflit n'a presque pas eu lieu, à moins de faire une analogie trop facile entre élite traditionnelle et tenants du fédéralisme. Personne ne propose plus ou n'ose plus proposer une vision d'un Québec moins urbain, moins industriel, moins pluraliste, moins axé sur la consommation de biens et de services.

Cela ne veut pas dire que tout conflit entre élites a disparu. Il faut d'abord noter une opposition, vis-à-vis des nouvelles élites techniques, qui vient des

détenteurs de pouvoir au niveau local. Cette opposition tend surtout à contre-carrer les projets de réforme qui touchent d'une façon ou d'une autre les institutions locales (municipalité, conseil de comté, commission scolaire). Les élus locaux et les fonctionnaires locaux sont réticents soit à partager leur pouvoir (conseil de quartier) soit à en déléguer une partie à une instance supérieure régionale. Ainsi, une partie importante du projet global des élites planificatrices a dû être mise en veilleuse et (ou) faire l'objet d'une stratégie étapiste.

La nécessité de passer de *l'utopie* à *l'étapie* ne s'est pas fait sentir seulement dans le domaine de la réforme des institutions, mais est apparue pour l'ensemble du projet global.

Par définition, les techniciens planificateurs sont utopistes. Étant très conscients des problèmes des divers secteurs d'activité, ils sont aussi conscients des interdépendances entre ces secteurs. Ils en viennent ainsi à acquérir une sorte de vision globale de la société, vision qui les conduit à chercher une solution globale, un projet global qui réoriente l'ensemble de la société. C'est dans ce sens qu'ils sont utopistes.

La première expression de l'utopie technicienne du Québec a été le programme du Parti Québécois. Sans doute ce programme est-il un compromis entre la vision (sinon la visée) des grands commis, les aspirations moins organisées de la classe moyenne instruite, et certains desirata du peuple. Il n'en reste pas moins que ce programme constitue un ensemble assez cohérent qui définit à la fois un projet de société et un moyen de réaliser ce projet, c'est-à-dire la souveraineté-association.

Si les techniciens planificateurs sont toujours utopistes, ils sont, par ailleurs, souvent forcés d'être étapistes. C'est vrai surtout lorsqu'ils doivent agir dans un cadre politique qui ne partage pas leurs projets. Commis d'un gouvernement ou d'un parti politique qui ont d'autres visées ou n'ont aucune visée précise, ils doivent composer et proposer des réformes partielles plus ou moins cohérentes entre elles, en espérant que le cumul de ces réformes finira par infléchir le cours de l'évolution de la société dans la direction désirée.

Lorsque, comme c'est le cas avec le PQ, le programme du parti coïncide en grande partie avec le projet des techniciens planificateurs, on pourrait s'attendre à ce que les techniciens au pouvoir cessent d'être étapistes pour jouer pleinement leur rôle d'utopistes.

Pendant une brève période, on aurait pu croire qu'il en serait ainsi (pendant qu'on préparait les dossiers). Mais, très tôt, le réalisme, c'est-à-dire l'étapisme,

a pris le dessus et l'on a été forcé d'échelonner le projet en réformes partielles sinon timides ¹.

Nous avons évoqué plus haut le fait que cette conversion pouvait s'expliquer par la résistance des pouvoirs locaux. Mais cette explication n'est pas suffisante. Parmi les autres explications, il faut mentionner, même rapidement, le rôle qu'a joué le pouvoir économique.

Traditionnellement, les forces économiques ont tenu pour négligeable le gouvernement du Québec, qu'elles croyaient confiné aux seuls domaines social et culturel ². Avec l'arrivée du PQ au pouvoir, le projet des techniciens planificateurs devient le projet de l'État québécois. Ce projet est social et culturel ; il est aussi économique. Les techniciens, forcés à l'étapisme par les partis provinciaux traditionnels, peuvent devenir utopistes avec un projet qui touche directement les intérêts du pouvoir économique.

Alors que traditionnellement le pouvoir économique pouvait rester dans l'ombre tout en flirtant avec les partis fédéraux ³ ou parafédéraux, ce pouvoir, après 1976, doit faire surface et combattre un projet qui est devenu menaçant. En sortant de l'ombre, les forces économiques ont amené de force le combat sur leur propre terrain, celui du présent, d'un présent fragile économiquement.

Ce qui « effrayait » le pouvoir économique, ce n'était pas la *condition* de l'utopie - il se moque de plus en plus des frontières et sait s'adapter aux exigences linguistiques ; c'est plutôt l'utopie qui était menaçante, et c'est l'utopie qu'il a réussi à faire mettre en veilleuse. Le PQ a dû présenter l'image rassurante d'un bon gestionnaire, pas trop socialiste, presque aussi centriste que les partis traditionnels. Ce faisant, le gouvernement péquiste a camouflé son étapisme global sous l'étapisme constitutionnel, en mettant de côté le projet global et en transformant la *condition* en *objectif*.

Cet adoucissement, sinon cette transformation, du projet global des techniciens planificateurs remet en question ma quatrième hypothèse de 1966. À savoir que les dés étaient pipés en faveur des commis technocrates.

¹ Il devrait être clair que nous ne parlons pas ici de l'étapisme par rapport à la *condition* de la réalisation du projet, soit la souveraineté-association. L'étapisme dont il s'agit est celui qui affecte le projet lui-même, dont une grande partie pouvait être réalisée sans condition.

D'autre part, les ministres qui n'ont pas été grands commis semblent avoir mieux résisté à cette tendance.

² Voir à ce sujet Dominique Cliff et Sheila McLeod Arnopoulos, *Le Fait anglais au Québec*, Libre expression, 1979. Ce que les auteurs affirment des Québécois anglais peut être appliqué aux entreprises canadiennes et multinationales.

³ Ibid.

À travers le PQ, ces techniciens planificateurs ont accédé au pouvoir ; mais ce pouvoir, ils ne réussissent pas à l'exercer dans sa plénitude et sont donc exposés à le perdre.

L'entrée en jeu plus ou moins explicite du pouvoir économique dans l'arène politique du Québec a forcé les techniciens planificateurs à tempérer leur projet et à partager leur pouvoir avec des forces qui sont le plus souvent externes au Québec. À ce niveau, leur pouvoir est bien fragile et ils sont loin d'avoir gagné la bataille.

Cependant, le pouvoir économique n'est pas le seul opposant à la conception du pouvoir et au pouvoir même des techniciens planificateurs. Les élites traditionnelles locales constituent un dernier retranchement de la résistance des forces traditionnelles. Comme telle, cette résistance ne constitue pas un obstacle majeur au projet global des techniciens planificateurs. Seule force d'opposition, les élites locales ne réussiraient sans doute qu'à provoquer un étapisme partiel et temporaire et les réformes institutionnelles pourraient être en vigueur dans un avenir prochain. Cependant, cet étapisme partiel, s'ajoutant à l'étapisme global, sera probablement plus long. Même si les réformes institutionnelles intéressent peu les forces économiques puisqu'elles relèvent du domaine politico-social, ces forces économiques peuvent chercher des alliances avec les élites locales pour des fins stratégiques.

L'autre opposant possible au pouvoir des techniciens planificateurs était la population, qui, dans les années 60, opposait son vécu et son désir de contrôle aux visées abstraites globalisantes. De ce côté, les techniciens planificateurs semblent avoir gagné la bataille.

La population n'invente presque plus rien. Les quelques inventions populaires sont, de plus, très souvent récupérées par des intellectuels encore plus désincarnés que les techniciens. D'ailleurs, presque toute la critique semble être passée à ces intellectuels de « gauche » incapables de traduire le vécu de la population. Cette critique relève beaucoup plus de l'univers technicien que de l'univers populiste.

Seule la consommation devient l'objet d'aspirations et de revendications. La population veut à la fois consommer plus (syndicalisme) et consommer mieux (associations de consommateurs). Le syndicalisme de la fonction publique et para-publique joue ainsi un rôle très ambigu. En axant ses revendications surtout sur le pouvoir d'achat, ce syndicalisme, qui toutefois se veut idéologique, fait le jeu du pouvoir économique et renforce la nécessité de l'étapisme. Il risque de plus de canaliser sur lui les revendications de la population contre l'appareil bureaucratique établi par les techniciens planificateurs.

En général, cependant, la population semble se résigner à l'emprise de cet appareil bureaucratique, semble ne plus croire qu'elle puisse se libérer de la domination de l'expert. En vingt ans, la population du Québec a appris à être dépendante de l'État et de ses techniciens. Il en résulte une résignation peut-être pire que celle qu'on a connue sous Duplessis. Ce n'est plus un homme qui nous écrase, c'est maintenant une machine qui, tout en devenant plus « humaine », devient plus omniprésente.

Rapidement ou lentement, les techniciens planificateurs, au pouvoir ou pas, vont nous donner un bon gouvernement, habile à combler nos besoins de consommation. En retour, ils nous demandent de renoncer à une société exaltante que nous pourrions créer et gérer nous-mêmes. Serait-ce un jeu de dupes ?

Gérald Fortin

Institut national de la recherche scientifique- Urbanisation

Université du Québec